

**Résolution sur la Société Européenne, adoptée par l'Assemblée Générale de la FECER,
Sevilla, 31 octobre 1998**

L'Assemblée Générale de la FECER (Fédération Européenne des Cadres de l'Energie et de la Recherche) demande vivement à la Présidence autrichienne et à la prochaine Présidence allemande, d'ajouter à la proposition actuelle la possibilité d'avoir une représentation juste et équilibrée, spécifique et propre aux cadres, dans les instances de co-détermination de la Société Européenne.

Pour maintenir la compétitivité en Europe dans un monde économique globalisé, la FECER est convaincue qu'il est indispensable de créer la Société Européenne. En particulier, dans le marché libéralisé de l'énergie, un cadre légal pour une coopération transnationale pourrait être un atout considérable pour l'Europe.

La FECER considère la participation des travailleurs comme obstacle principal pour résoudre cette question. En général, la FECER est en faveur de la proposition autrichienne qui est discutée par Présidence autrichienne du Conseil européen.

Pourtant, ce qui a été négligé dans toutes les propositions, c'est le rôle que les cadres doivent jouer dans les systèmes d'implication des travailleurs. Dans beaucoup d'états membres il y a des traditions de participation des minorités des employés. Les cadres représentent une telle minorité. Leurs compétences, leurs expériences et leurs responsabilités sont vitales pour le succès de l'entreprise et même s'il ne sont pas nombreux, ils ont un rôle important à jouer. Ce rôle est clairement du côté des employés et il est généralement accepté par tous les autres employés.

La FECER ne peut pas accepter que, dans la proposition concernant la co-détermination des travailleurs, seulement le plus grand groupe des employés dispose du droit de désigner des membres dans les groupes spéciaux de négociation. C'est dans les traditions des relations industrielles européennes d'assurer la participation à une diversité de groupes d'intérêts à l'intérieur d'une entreprise. C'est une réalité que les travailleurs ne partagent pas tous et toujours les mêmes intérêts. Les solutions européennes ne seront pas acceptées par les citoyens si elles donnent des résultats déséquilibrés par rapport aux situations que les citoyens connaissent au niveau national.

